REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 27 octobre au 03 novembre 2020

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Environnement..... 2
- Nou lagon nou leritaz, ensam anou protez nou laplaz
- Programme RECOS : Préparation du plan de gestion intégrée des zones côtières pour cinq districts de Maurice

1.2 Politique : Election aux Seychelles.....6
- Seychelles - résultat des élections présidentielle et législatives (27 octobre 2020)

2. Centres d'Intérêts

2.1 Biodiversité.....7
- Diana : les joyeux de la biodiversité mis à l'honneur

2.2 Pêche.....8
- Partenariat Union européenne-Maurice : la négociation d'un nouveau protocole de pêche début 2021
- Fisheries Transparency Initiative now headquartered in Seychelles after signing of agreement
- La pêche au zourit interdite jusqu'au 1er février

2.3 Tourisme.....11
- Les nouvelles mesures de confinement en Europe sont une mauvaise nouvelle pour le tourisme aux Seychelles, prévient la Banque centrale.

2.4 Economie 12
- Consommateur : l'ACIM invite le GM à sévir et mettre fin aux abus

Nou lagon nou leritaz, ensam anou protez nou laplaz



Clôture de l'initiative 'Nou lagon nou leritaz, ensam anou protez nou laplaz' de l'Union européenne et de la Tourism Authority avec une journée de sensibilisation pour le grand public à Mont Choisy. C'est dans une atmosphère familiale que la Délégation de l'Union européenne et la Tourism Authority ont clôturé ce dimanche la campagne 'Nou lagon nou leritaz, ensam anou protez nou laplaz' avec une journée de sensibilisation sur la protection de l'océan à Mont Choisy. Au programme: présentations des actions de différentes organisations dont les activités sont liées à la protection de l'environnement et ou à la mer.

Vincent Degert, Ambassadeur de l'Union européenne auprès de la République de Maurice, a déclaré : « *L'océan nous rend de nombreux services: il nous apporte la moitié de l'oxygène que nous respirons, il régule le climat, il est source d'une immense biodiversité, de nourriture et de revenus pour des millions de personnes; un océan en bonne santé est ainsi indispensable à la planète. Malheureusement, les océans font face à de nombreuses menaces telles que la pollution, en particulier plastique, et le réchauffement climatique qui affectent les écosystèmes et la vie marine! Il n'y aura jamais aucun vaccin contre la dégradation de la biodiversité ou le changement climatique. Nous devons donc agir, maintenant, pour préserver notre héritage naturel. L'océan fait partie de cet héritage.* »

Il a ajouté: « *C'est la raison pour laquelle l'Union européenne et ses Etats membres (Team Europe) nous sommes prêts à continuer à agir, en tant que partenaire fiable et responsable pour protéger l'océan et le gérer de manière responsable: utiliser les ressources marines tout en protégeant les écosystèmes et les espèces marines pour que demain nos enfants et les enfants de nos enfants puissent profiter de l'océan et de ses ressources.* »
Plusieurs centaines de personnes ont répondu à l'invitation de la Délégation de l'Union européenne et de la Tourism Authority pour participer à une

journée de sensibilisation sur la protection de l'océan à Mont Choisy. De 9 heures à 14 heures, les visiteurs ont pu profiter d'un programme complet avec des jeux et des cadeaux dans une ambiance musicale. Ceux qui ont participé aux jeux et au concours de dessin sont repartis avec des prix attractifs et instructifs. Les enfants ont tous reçu le livret "A la découverte du lagon" des Editions Vizavi réimprimé grâce au partenariat de l'UE avec la Commission de l'océan Indien. De plus, les gagnants sont repartis avec le jeu 'Beach doctor'-Je soigne ma plage avec Tikoulou, un jeu spécialement conçu pour cette journée avec l'appui de Reef Conservation Mauritius. Il permettra aux enfants de découvrir l'écosystème marin et les bons gestes pour protéger l'environnement tout en s'amusant. Les plus grands ont quant à eux reçu des sacs de pique- nique en tissu confectionnés par des artisans locaux et des couverts écologiques en noix de coco ou en bois (en remplacement du plastique!). **Suite de l'article**

Programme RECOS : Préparation du plan de gestion intégrée des zones côtières pour cinq districts de Maurice



Le Conseil de ministres a pris note de l'état d'avancement de la mise en œuvre du programme «Accroissement de la résilience des côtiers des pays du sud-ouest de l'océan Indien» (RECOS) par la Commission de l'océan Indien. Le programme, d'une durée de cinq ans, devrait contribuer à:

- renforcer la gouvernance nationale et régionale des écosystèmes côtiers et marins;
- développer un cadre de coopération et promouvoir l'échange de connaissances scientifiques sur ces écosystèmes; et
- la mise en œuvre de projets novateurs pour la préservation et la gestion durable des écosystèmes côtiers et marins.

À Maurice, le programme RECOS couvrira les activités suivantes:

- les travaux de restauration de la plage de Flic-en-Flac;
- un appel à projets pour lequel un financement a été affecté à la restauration d'autres zones côtières dégradées critiques;
- la préparation du plan de gestion intégrée des zones côtières (GIZC) pour cinq districts de Maurice à savoir Pamplemousses, Rivière du Rempart, Flacq, Grand Port et Savanne;
- appui au Comité GIZC de Maurice; et
- le renforcement des capacités à travers des programmes d'échange régionaux et un appui à la communauté scientifique.

Seychelles - résultat des élections présidentielle et législatives (27 octobre 2020)

La France salue la bonne tenue des élections présidentielle et législatives des 22-24 octobre 2020 aux Seychelles qui ouvrent la première alternance politique du pays, réalisée dans des conditions démocratiques.

La France entretient une relation étroite d'amitié, de coopération et de voisinage avec les Seychelles. Nos collectivités de l'océan Indien contribuent de façon substantielle au développement régional, et accompagnent les Seychelles dans les domaines de la santé et de la protection civile.

La France se tient aux côtés des Seychelles pour aider le pays à surmonter les défis actuels et consolider ensemble une dynamique de croissance, de paix et de sécurité dans l'océan Indien. La présidence française de la Commission de l'océan Indien (COI) à compter de 2021 permettra notamment de poursuivre notre action commune en faveur de la sécurité maritime, du développement de l'économie bleue et de la protection de la biodiversité.

Plus d'information :

- **http://www.nation.sc/articles/6684/entretien-avec-lambassadeur-de-france-sur-la-coopration-entre-les-seychelles-et-la-france**

Diana – Les joyaux de la biodiversité mis à l'honneur

3 novembre 2020 Commenter Raheriniaina 6 Vues 3 minute(s) pour lire



Dans toute l'île, la Journée des Lémuriens a été célébrée le vendredi 30 octobre.

Renforcer la capacité des officiers et des officiers supérieurs de la police judiciaire, des journalistes et des gestionnaires des aires protégées de la région Diana. C'est ainsi qu'a débuté la Semaine des Lémuriens, afin que les participants maîtrisent l'application des lois et des textes relatifs à la protection de la faune et de la flore. L'atelier entre dans le cadre de la mise en œuvre du projet SOS Lemurs (Save Our Species), financé par l'Union internationale pour la conservation de la nature-Suisse (UICN). Celle-ci vise à responsabiliser les parties prenantes sur la protection des lémuriens, sur les délits, les crimes environnementaux, à appliquer la loi contre les infractions et à promouvoir les activités liées à la restauration des habitats des lémuriens. L'évènement a été initié par la région Diana , en collaboration avec le Consortium SOS Lemurs Alliance Voahary Gasy (AVG), GERP, Sage, Fanamby et MNP et en partenariat avec le ministère de la Justice et celui de l'Environnement .

Le projet intervient dans les aires protégées d'Andrafiamena-Andavakoera et de la Montagne des Français, et dans la réserve spéciale d'Analamerana, toutes situées dans le district d'Antsiranana-II. Durant deux jours de partage, les participants ont pu définir les espèces et les enjeux sur la protection des lémuriens, échanger entre eux pour une meilleure compréhension commune de leur protection et des procédures judiciaires en matière environnementale. Les discussions ont été houleuses par moments, mais ils ont pu partager leurs points de vue sur les textes et les procédures, tout en développant leur capacité à rédiger des procès-verbaux en matière environnementale. Le renforcement de la coopération entre les diverses institutions a été enfin sollicité. D'autres sujets comme la transaction, le transport et la mise en vente des produits saisis, le « Dina» et la loi « COAP » ont été aussi soulevés et débattus durant cette formation.

Pendant l'ouverture officielle de l'atelier, le secrétaire général de la région Diana, Taciano Rakotomanga, a souligné l'importance de la formation axée surtout sur la protection des lémuriens et de leurs habitats. Ces espèces sont, en effet, en danger critique dans le Nord. Pourtant, ils attirent beaucoup de touristes internationaux à Madagascar.

Suite de l'article

Partenariat Union européenne-Maurice: la négociation d'un nouveau protocole de pêche début 2021

Par Lindsay Prosper



La 3e Commission Mixte de l'Accord de pêche durable entre l'UE et Maurice s'est tenue par vidéoconférence les 26 et 27 octobre.

Le premier accord entre l'Union européenne (UE) et Maurice a été signé il y a une trentaine d'années. C'est ce soutien indéfectible qui nous aura permis de nous positionner dans le trio des principaux pays exportateurs de thon transformés sur le marché européen. Ce lien a été consolidé lors d'un échange les 26 et 27 octobre.

L'annonce de cette nouvelle étape du partenariat entre l'UE et Maurice a été faite dans le cadre des travaux de la troisième commission mixte de l'accord de pêche durable entre les deux parties. Pandémie Covid-19 oblige, les travaux de la commission se sont déroulés par vidéo-conférence les 26 et 27 octobre.

Les délégations des deux parties étaient respectivement dirigées par Emmanuel Berck, chef-adjoint de l'Unité relations commerciales et Accords de partenariat pour une pêche durable de la Direction des affaires maritimes et de la pêche de la Commission européenne, et par Bojrazsingh Boyramboli, *Senior Chief Executive* du ministère de l'Économie bleue, des ressources marines, de la pêche et des affaires maritimes de Maurice.

Avant d'engager les négociations pour la signature d'un nouveau protocole, un exercice d'évaluation du protocole de pêche actuel sera initié dans les prochaines semaines. L'UE a fait de la mise à disposition d'outils devant permettre à Maurice de tirer le maximum de bienfaits de ses ressources maritimes, l'une de ses priorités. Cela, dans le cadre d'un accord en bonne et due forme. **Suite de l'article**

Fisheries Transparency Initiative now headquartered in Seychelles after signing of agreement

By: **Salifa Karapetyan Edited by: Betymie Bonnelame**



The agreement was signed by Racombo and the executive director of the FiTI International Secretariat, Sven Biermann. (The Blue Economy Department)

(Seychelles News Agency) - Seychelles is the new home for the Fisheries Transparency Initiative after the signing of a headquarters agreement.
The principal secretary for the Blue Economy, Kenneth Racombo, said that for Seychelles, hosting the International Secretariat for the Fisheries Transparency Initiative (FiTI) "is an achievement for Seychelles towards promoting transparency and good governance."

FiTI is a global multi-stakeholder partnership where governments, business and civil society collaborate. It seeks to increase transparency and participation for the benefit of more sustainable management of marine fisheries and the well-being of citizens and businesses that depend on the marine environment. The platform is self-funded and does not depend on its host country
In 2018, Seychelles pledged to host the Secretariat at the 'Our Oceans' Conference in Bali. The FiTI International Secretariat Victoria was launched officially at State House on May 28, 2019. The secretariat was formerly hosted by the HUMBOLDT-VIADRINA Governance Platform, a not-for-profit organisation in Berlin, Germany. The move makes Seychelles the first host country in the global south.

The agreement was signed by Racombo and the executive director of the FiTI International Secretariat, Sven Biermann, on October 22 in a short ceremony at the Department of Foreign Affairs.
Racombo said that the signing reflects the good reputation Seychelles has in promoting sustainable development as a prestigious organisation selected the island nation for its head office. **Suite de l'article**

La pêche au zourit interdite jusqu'au 1er février

Bien que la croissance du poulpe de récif soit rapide, il faut lui laisser le temps de se reproduire.
Par **Prisca Bigot**



C'est le plus souvent en civet qu'il atterrit sur les tables réunionnaises. Pour pouvoir en jouir encore longtemps, il faut ménager la ressource. La pêche au zourit est interdite, alerte la Réserve Naturelle Marine.

Le poulpe de récif (Octopus cyanea) croisé par les pêcheurs pèse 1kg voire moins et c'est le poids minimal de capture autorisé par la Réserve Marine. Le mollusque peut atteindre 1m de diamètre et 8 kg pour les plus impressionnants. Si l'animal grandit plutôt rapidement et se reproduit toute l'année, il faut lui en laisser le temps. *"L'état de santé des populations dépend de la disponibilité des aliments au sein des récifs coralliens mais également de la pression de la pêche"*, précise La Réserve Marine.

"Les zourits possèdent la capacité incroyable de modifier leur texture et la couleur de leur corps tels de véritables caméléons des océans. Solitaires et territoriaux, ils vivent dans un 'terrier' dont ils ne s'écartent que pour chasser les crabes (entre autres) ou pour s'accoupler. C'est la femelle qui va assurer la protection et la ventilation des œufs. Elle y mettra toute son énergie et finira par mourir !"

Les nouvelles mesures de confinement en Europe sont une mauvaise nouvelle pour le tourisme aux Seychelles, prévient la Banque centrale.

By: Daniel Laurence , Betymie Bonnelame et Rudie Bastienne



British Airways a été la deuxième compagnie aérienne après Edelweiss à retourner aux Seychelles en octobre après l'ouverture de l'aéroport aux vols commerciaux de passagers le 1er août (Joena Meme)

(Seychelles News Agency) - Le confinement des principaux marchés touristiques des Seychelles devrait avoir des conséquences négatives majeures sur l'économie du pays, a déclaré vendredi un haut responsable de la banque centrale des Seychelles.

Le gouverneur de la Banque centrale des Seychelles (CBS), **Caroline Abel**, a fait cette déclaré lors d'une conférence de presse que les nouvelles restrictions imposées sur certains des principaux marchés touristiques du pays, comme la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, en raison de la pandémie de **COVID-19**, porteront une seconde fois préjudice au secteur touristique des Seychelles.

"En conséquence, nous pourrions assister à une baisse du nombre de visiteurs dans les mois à venir. C'est pourquoi nous disons que l'économie reste extrêmement fragile et qu'il est important de changer les comportements dans l'ensemble de l'économie afin de maximiser les ressources dont nous disposons", a déclaré M. Abel.

Depuis le début de la pandémie de **COVID-19**, l'économie des Seychelles, qui dépend en grande partie du tourisme, a été durement touchée par le ralentissement mondial des touristes, bien que le pays n'ait pas connu de décès dus au virus. Les Seychelles ont enregistré 155 cas de **COVID-19**, dont quatre sont toujours actifs et 151 se sont rétablis. **Suite**

Consommateur : l'ACIM invite le GM à sévir et mettre fin aux abus



Jayen Chellum de l'ACIM au centre (photo d'archives)

Avec la crise liée à la Covid-19 qui perdure, l'appréciation du dollar et les augmentations de prix, l'Association des consommateurs de l'île Maurice (ACIM) estime nécessaire que le gouvernement engage le dialogue. Malheureusement, le courrier envoyé à différentes autorités est resté lettre morte, déplore Jayen Chellum, porte-parole de l'association. Ses demandes pour une réunion du National Price Consultative Council (NPCC) sont également demeurées sans réponse.

En juin dernier, tout juste après le déconfinement, l'ACIM mettait en garde contre une flambée des prix. Quatre mois plus tard, aucune disposition n'a été prise pour protéger les consommateurs face aux abus de certains commerces et il n'y a aucun dialogue entre les autorités et la société civile sur la question, en l'absence de réunions du NPCC. C'est ce que dénonce Jayen Chellum, qui affirme avoir écrit plusieurs lettres à ce sujet. Dans celle du 21 septembre, il attire l'attention du NPCC sur les difficultés auxquelles font face les consommateurs : « ACIM is kindly requesting for an urgent meeting regarding indebtedness and difficulty or unability to refund in Hire Purchase agreements, Credit sale, leasing, loans for clients who have lost their employments or who have had a reduction in their salary impacting on their ability to refund to the financial/credit companies. »

Cet item figure parmi ceux que l'ACIM considère comme urgent et qui doit être adressé. L'association avait déjà eu une réunion avec les deux compagnies offrant le crédit, soit Cim Finance et Rogers Capital, qui avaient laissé entendre qu'ils accordaient un délai de six mois aux clients. Or, ce délai est passé et, selon Jayen Chellum, il revient maintenant aux autorités de trouver les solutions appropriées. **Suite de l'article**